

# L'OCDE accorde une «satis» à l'innovation wallonne

L'OCDE estime que la politique des pôles de compétitivité va dans le bon sens. Mais elle recommande à la Région wallonne d'embrasser la culture de l'évaluation et du résultat. Elle prône la création d'une Agence pour la recherche et l'innovation.

PHILIPPE LAWSON

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a présenté hier son rapport d'étude sur la politique d'innovation en Wallonie.

L'analyse et les recommandations des experts peuvent être vues comme une bouteille à moitié pleine ou une bouteille à moitié vide, car l'OCDE loue la démarche initiée depuis quelques années par les autorités régionales pour promouvoir la recherche et l'innovation. Mais la Région wallonne n'obtient pas la «grande distinction» à l'issue de l'examen.

«La démarche mise en place et qui vise à concentrer les efforts sur des secteurs porteurs (chimie, pharma, métaux, logistique, agroalimentaire, etc.) et la politique de soutien à l'innovation via les pôles de compétitivité, les clusters, vont dans le bon sens», a commenté Claire Nauwelaers, expert indépendant auprès de l'OCDE.

Concrètement, elle salue la politique du Plan Marshall et la mise en place de «Creative Wallonia», qui vise à promouvoir les pratiques innovantes à travers la région.

Elle estime que l'ouverture internationale de la Wallonie en R & D est une bonne chose. Le sud du pays affichera donc un nombre important de brevets. Le taux d'entreprise innovantes bénéficiant des aides régionales est également élevé (40%).

L'étude l'OCDE date de quelques mois et les autorités wallonnes ont déjà eu l'occasion d'en prendre connaissance. Par conséquent, certaines actions apparaissent comme une anticipation ou une réponse à la critique. «La volonté d'innovation fait partie de nos gènes. À l'heure des contraintes budgétaires, la Wallonie

**«La démarche mise en place va dans le bon sens, mais il manque une culture de résultat.»**

CLAIRE NAUWELAERS  
EXPERT INDÉPENDANT OCDE

cherche des ressources durables de développement», a indiqué le ministre-président Rudy Demotte (PS), dans son discours d'ouverture de la journée de présentation de l'étude l'OCDE.

**Manque de dynamisme**  
L'organisation relève toutefois que la Wallonie n'apparaît pas comme une région très dynamique. Et même si le niveau de formation de la main-d'œuvre n'a rien à envier à celui des autres pays développés, elle affiche encore un taux d'activité trop faible. Elle constate que les grandes entreprises concentrent la plupart des actions en matière d'innovation.

«Les dispositifs mis en place se sont ajoutés aux existants, entraînant un manque de lisibilité et une complexité. Il n'y a pas non plus de cohérence et on assiste à un croisement entre les politiques», poursuit Claire Nauwelaers.

L'OCDE reproche également à la Région wallonne de ne pas avoir investi dans la culture du résultat et de l'évaluation de l'efficacité de ses politiques.

L'Union wallonne des entreprises (UWE) se réjouit des conclusions de l'OCDE. Il faut dire que certains aspects de l'étude confirment les critiques de la fédération patronale régionale, notamment en matière d'évaluation des politiques d'innovation. «L'OCDE montre que la Wallonie a du potentiel en matière de R & D, mais ne les exploite assez et ce, pour diverses raisons. Elle montre aussi que la Wallonie ne fait pas assez pour assurer le passage de l'innovation à la fabrication de produits qui en découlent», nous a confié Didier Paquot, directeur du département Économie de l'UWE.

## Agence de l'innovation

L'OCDE fait donc plusieurs recommandations à l'attention des autorités wallonnes. Elle suggère la création d'une véritable Agence de la recherche et de l'innovation, laquelle hériterait des compétences de la DGO6. C'est à elle que reviendra l'octroi des crédits d'innovation et l'évaluation. Pour garantir la cohérence des politiques, elle prône une collaboration plus approfondie entre les départements ministériels.

L'organisation relève le rôle important que jouent les universités en matière de recherche, mais relève qu'elles se font une concurrence. D'après elle, il faut une «action urgente et courageuse pour définir une politique d'innovation à la hauteur des enjeux de l'économie wallonne».

Le ministre wallon de l'Économie, des PME et des Technologies nouvelles Jean-Claude Marcourt (PS) s'est réjoui des conclusions du rapport. «Le rapport insiste également sur les bonnes pratiques mises en place au niveau de la Région et salue précisément la politique des pôles de compétitivité visant à réseauter les centres de recherche, les entreprises, les universités, les centres de formation. L'objectif final étant de dynamiser le tissu économique wallon dans des secteurs porteurs d'avenir», a-t-il déclaré.

# L'Europe socialiste à Turin espère que «il cambio, c'est maintenant»



L'Italien Pier Luigi Bersani a accueilli le rassemblement «Renaissance pour l'Europe». © REUTERS

BENJAMIN EVERAERT  
À TURIN

Un an après Paris, les socialistes européens se retrouvaient à Turin avec un espoir commun: qu'après François Hollande, Pier Luigi Bersani pose une deuxième victoire socialiste dans un pays européen important, en moins d'un an. Car le président français l'a appris de la manière dure: être isolé sur la scène européenne en ces temps de crise empêche un changement de cap politique, même au niveau national. Le but est donc clair, il s'agit de ramener l'Italie dans le giron socialiste pour donner du poids aux idées de gauche sur le Vieux Continent. Le rassemblement «Renaissance pour l'Europe» se tient à Turin au Teatro Regio, le prestigieux opéra en plein centre-ville.

Ce vendredi, lors de la première des deux journées, les différents socialistes européens ont parlé populisme, stratégie commune pour les élections européennes de 2014, du type d'Europe que les socialistes doivent défendre, de la stratégie pour impliquer le citoyen dans la politique européenne, de la mauvaise direction que prend pour eux le budget européen, etc.

«C'est un moment difficile pour le projet européen et il serait bête de le nier», avouait Massimo D'Alema, ancien Premier ministre italien et président de la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS) en ou-

verture des discussions du vendredi.

Selon lui, entre voix populistes et les «technocrates conservateurs», les socialistes peuvent amener une autre voie pour l'Europe. «Si la politique ne peut pas prendre de décision et doit laisser ça aux technocrates, alors le politique est cantonné au populisme», déclarait D'Alema. Une déclaration bien trouvée pour tenter de tacler les adversaires politiques de Pier Luigi

Bersani pour les élections italiennes du 24 et 25 février prochain.

## The big show

Il lançait ainsi une journée de débats entre les socialistes européens dont les sensibilités sont encore très différentes sur de nombreux projets: notamment le sujet très sensible du candidat unique pour le PSE et son mode de nomination. Mais le grand show public visant à influencer sur l'électorat italien est pour ce samedi.

Lors de la deuxième journée du rassemblement, la majorité des socialistes européens de premier plan viendront tenter de convaincre que Mario Monti n'a pas le monopole de l'Europe. Se succéderont entre autres à la tribune le président du Parlement européen Martin Schulz, notre Premier ministre Elio di Rupo, l'ancien chancelier Gerhard Schröder ou encore le premier secrétaire des socialistes français Harlem Désir.

«C'est toujours intéressant pour un candidat Premier ministre de pouvoir montrer le soutien de ses pairs», explique Bruno Liebhberg, le Belge qui préside le Conseil scientifique du FEPS. De là à conclure que l'événement aura un véritable impact sur le résultat, c'est plus compliqué. Mais il tentera de prouver que Mario Monti, en chute dans les sondages, n'a pas le monopole de l'Europe.



**«Si la politique ne peut pas prendre de décision et doit laisser ça aux technocrates, alors le politique est cantonné au populisme.»**

MASSIMO D'ALEMA  
ANCIEN PREMIER MINISTRE D'ITALIE

À suivre ce week-end sur lecho.be

# L'Irlande, un élève modèle en matière de redressement?

L'Irlande respire après avoir obtenu un allongement de la durée de remboursement de l'aide accordée par la BCE.

JOHANN HARSÇOËT  
À LONDRES

Déjà citée comme exemple européen en matière de sortie de crise, l'Irlande passe au statut de modèle, selon certains observateurs.

Le Premier ministre Enda Kenny a indiqué jeudi que le gouvernement avait conclu un accord historique avec la Banque centrale européenne sur la réduction des conditions de la dette bancaire (L'Echo du 8 février). Au terme des négociations, la BCE a tacitement approuvé une restructuration qui permet à l'Irlande d'alléger le fardeau des intérêts. Au total, l'Irlande va réduire son endettement de longue durée de 20 milliards d'euros.

Une vraie bouffée d'oxygène: ce montant représente six fois l'équivalent des mesures d'austérité appliquées par Dublin chaque année, dans une société étourdie par un taux de chômage de 15%.

L'Irlande sort de sa crise par où elle y était entrée: Anglo Irish Bank. En 2008, son effondrement avait semé la panique dans l'économie irlandaise, obligeant l'État à la natio-

naliser au début 2009 après l'avoir renflouée au prix fort: versement à la BCE de 3,1 milliards d'euros par an jusqu'en 2023, sous forme de billets à ordre.

Alors que la première échéance se profilait le mois prochain, le gouvernement a fait passer au Dail (Parlement) une loi liquidant Anglo Irish, annulant ainsi le versement de 28 milliards d'euros sur dix ans.

Cette nouvelle étape renforce l'évolution positive de l'autre plan de sauvetage contracté fin 2010 avec le Fonds monétaire international, l'Union européenne et la BCE, où 85 milliards d'euros avaient été accordés en urgence. Ce plan d'aide doit s'achever en fin d'année, des experts de la troïka viennent d'ailleurs de passer quelques jours à Dublin pour définir les meilleures conditions de sortie.

À cette occasion, le sérieux budgétaire de l'Irlande a été salué, le Tigre celtique étant d'ailleurs le seul des trois pays de la zone euro sous respiration artificielle à enregistrer une croissance positive.

**«L'accord est une étape historique sur la voie de la reprise.»**

ENDA KENNY  
PREMIER MINISTRE IRLANDAIS



Ceux-ci seront remboursés sous une forme différente, via l'émission d'obligations à échéance moyenne de 34 ans, avec un premier remboursement en 2038, et le dernier en 2053.

Mario Draghi a pris acte de la demande irlandaise sans donner un accord formel, mais cela devrait suffire à Dublin pour émettre des obligations à 3%, contre des taux d'intérêt de 8% pour les billets à ordre. D'après le gouverneur de la banque centrale d'Irlande, Patrick Honohan, «grâce à cette transaction, nous héritons d'obligations conventionnelles, négociables, qui sont indexées au niveau des rendements actuels du marché».

Cette nouvelle étape renforce l'évolution positive de l'autre plan de sauvetage contracté fin 2010 avec le Fonds monétaire international, l'Union européenne et la BCE, où 85 milliards d'euros avaient été accordés en urgence. Ce plan d'aide doit s'achever en fin d'année, des experts de la troïka viennent d'ailleurs de passer quelques jours à Dublin pour définir les meilleures conditions de sortie.

À cette occasion, le sérieux budgétaire de l'Irlande a été salué, le Tigre celtique étant d'ailleurs le seul des trois pays de la zone euro sous respiration artificielle à enregistrer une croissance positive.

PUBLICITÉ

**Bonhams** 1793

## Journée d'expertise

**Montres**  
Le mercredi 20 février 2013

En vue de notre prochaine vente à Londres, nous vous invitons à notre journée d'expertise, à titre gracieux, confidentiel, et sans engagement. Sur RDV uniquement.

**Sophie Lechat**  
02 736 50 76  
sophie.lechat@bonhams.com

International Auctioneers and Valuers - [bonhams.com/belgium](http://bonhams.com/belgium)